



Prévisions budgétaires 2015 Service des affaires juridiques

Présentation à l'intention
des membres de la
Commission sur les finances et l'administration

Le 3 décembre 2014



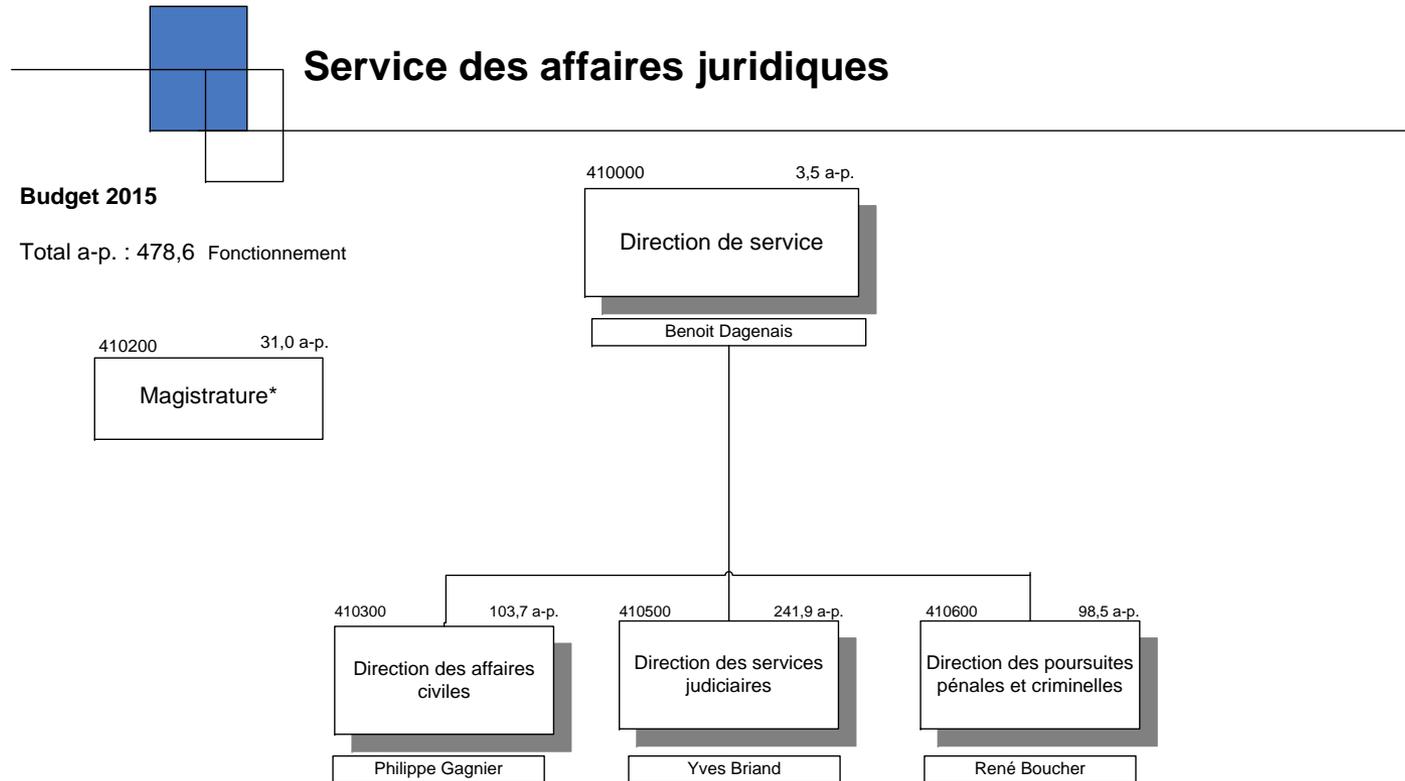
Plan de la présentation

- Mission
- Organigramme
- Réalisations 2014
- Évolution budgétaire 2014
- Objectifs 2015
- Budget 2015
 - ▶ Dépenses par objets 2015
 - ▶ Dépenses par catégories d'emplois 2015
 - ▶ Variations de l'effectif par catégories d'emplois 2015
- Principaux écarts 2015 vs 2014

Mission

- Offrir des services-conseils en matière juridique ainsi que des services de négociation et de rédaction de contrats et d'actes notariés pour le compte des autorités administratives et politiques de la Ville et des arrondissements;
- Rédiger des règlements municipaux;
- Représenter la Ville devant les tribunaux de droit commun et les tribunaux administratifs;
- Assurer à la population de l'agglomération de Montréal les services d'une cour municipale ayant pour objectif d'offrir sur l'ensemble de l'île de Montréal une justice de proximité accessible à tous les justiciables;
- Assurer la représentation de la poursuite de la Ville de Montréal, des 15 autres municipalités de l'agglomération de Montréal, de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), de la Société de transport de Montréal (STM) et de Sa Majesté la Reine dans les dossiers traités par la cour municipale en matière pénale et criminelle relevant de sa compétence;
- Offrir les services d'un Bureau des réclamations auprès duquel les citoyens peuvent déposer leurs demandes d'indemnisation pour des dommages subis en raison d'une faute commise par la Ville ou l'un de ses employés.

Organigramme 2015



* La Direction des services judiciaires assure le soutien administratif de la magistrature.

Données fournies par le Service des affaires juridiques et
la présentation validée par le Service des ressources humaines

Janvier 2015

Réalisations 2014

Engagements 2014

- Maintien de l'expertise interne et diffusion accrue de cette expertise, entre autres par une implication soutenue dans les dossiers stratégiques de la Ville, plus particulièrement en matière de modifications législatives;
- Poursuite de l'analyse de la possibilité de récupérer les sommes dont a été privée la Ville par des mécanismes de corruption et de collusion et participation aux travaux législatifs menant à l'adoption du projet de loi 61 visant la récupération de ces sommes;
- Déménagement du point de service du sud de l'île;
- Révision du processus de vérifications administratives;
- Pérennisation du tribunal de la santé mentale, consolidation du programme de soutien aux aînés et mise en valeur et amélioration continue des programmes sociaux offerts à la cour municipale;
- Implantation d'un programme social d'aide pour les personnes autochtones, inuits et métis.

Réalisations 2014

- La structure de la direction a été stabilisée. Implication soutenue dans les dossiers de la réforme du financement des arrondissements dans le suivi des décrets adoptés en vertu de la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics, dans les différents recours en matière de droit du travail à la suite de l'adoption du projet de loi 3, ainsi que dans l'adoption du projet de loi sur l'Inspecteur général;
- L'analyse s'est poursuivie et plus particulièrement a été finalisée à l'égard de Construction Frank Catania et associés afin de produire une réclamation dans le cadre de la liquidation de cette entreprise. Un règlement avec deux ex-employés permettant de récupérer environ 345 000 \$. Les travaux sur le projet de loi 61 ont été interrompus lorsque ce projet de loi est mort au feuillement;
- Le nouveau point de service du Sud de l'île situé au 7777, boulevard Newman, arrondissement de LaSalle, a été ouvert le 22 avril dernier;
- Un nouveau processus pour le traitement des vérifications administratives a été mis en place. Ce nouveau processus simplifie et accélère le traitement des dossiers;
- Nos actions ont permis le regroupement des programmes sociaux dans une même salle d'audience, répondant mieux aux besoins de la clientèle desservie. Deux (2) procureurs travaillent quotidiennement dans les dossiers de santé mentale;
- Notre analyse nous a amené à la conclusion de ne pas créer un programme social d'aide pour les personnes autochtones, inuits et métis, mais plutôt d'intégrer la problématique spécifique à ceux-ci dans l'ensemble de nos programmes sociaux. Des ressources externes spécialisées collaboreront avec les procureurs.

Évolution budgétaire 2014

Charges - évolution budgétaire 2014

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Budget original 2014	12 550,9	66 131,0	78 681,9
Transfert des crédits de la Direction de l'évaluation foncière du SAJEF vers le nouveau Service de l'évaluation foncière	(70,7)	(17 877,0)	(17 947,7)
Virement en provenance du budget corporatif des dépenses contingentes pour les honoraires juridiques	1 918,4	1 918,9	3 837,3
Budget modifié 2014	14 398,6	50 172,9	64 571,5
Prévisions 2014	14 475,6	50 067,5	64 543,1
Surplus (déficit)	(77,0)	105,4	28,4
<u>Explications des principaux écarts</u>			
Surplus d'honoraires juridiques	450,0	1 400,0	1 850,0
Déficit de la masse salariale principalement attribuable aux postes hors budget. Ces postes seront financés par les honoraires juridiques provenant du budget corporatif des dépenses contingentes	25,4	(621,7)	(596,3)
<i>Éléments extraordinaire</i>			-
Excédent du cadre financier (non budgété) attribuable à la signature de la nouvelle convention collective des professionnels juristes pour les années 2012, 2013 et 2014	(552,4)	(672,9)	(1 225,3)
	(77,0)	105,4	28,4

Évolution budgétaire 2014

Revenus - évolution budgétaire 2014

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Budget original 2014	97 517,2	88 687,0	186 204,2
Transfert du budget relatif aux demandes de révisions des évaluations foncières à la suite de la création du Service de l'évaluation foncière	-	(1 270,0)	(1 270,0)
Budget modifié 2014	97 517,2	87 417,0	184 934,2
Prévisions 2014	91 517,2	85 617,0	177 134,2
Surplus (déficit)	(6 000,0)	(1 800,0)	(7 800,0)
<u>Explications des principaux écarts</u>			
Revenus rattachés aux amendes et frais - Circulation et stationnement			
Revenus relevant des constats de la police	(12 200,0)	(2 400,0)	(14 600,0)
Revenus relevant des constats ADS	4 100,0	2 400,0	6 500,0
Constats et frais afférents au Code criminel, aux lois provinciales, aux règlements municipaux ainsi que tous les autres revenus accessoires découlant des services rendus par la cour municipale de Montréal et de la Direction des affaires civiles	2 100,0	1 200,0	3 300,0
Protocole d'entente non signé relatif à la subvention pour les dossiers en droit criminel	-	(3 000,0)	(3 000,0)
	(6 000,0)	(1 800,0)	(7 800,0)

Objectifs 2015

- Implication soutenue dans les dossiers stratégiques de la Ville, plus particulièrement en matière de modifications législatives quant au statut de métropole et la récupération des sommes dont a été privée la Ville par des mécanismes de corruption et de collusion;
- Offre de formation, notamment sur les sujets du lobbyisme, des règles d'adjudication des contrats et de la gouvernance de la Ville;
- Réduction des délais de traitement, de l'autorisation et de la rédaction des constats parchemins et amélioration du délai d'audition des constats en matière de réglementation municipale;
- Création d'un programme social en matière de toxicomanie;
- Poursuite du développement informatique de la phase II du SICMA.

Budget 2015 - Dépenses par objets

Revenus par principaux objets

(en milliers de dollars)

	Réel Comparatif 2012	Réel Comparatif 2013	Budget Comparatif 2014	Budget 2015
Autres services rendus	1 249,8	2 050,5	570,2	660,2
Autres revenus	172 901,1	186 076,5	179 414,0	191 111,9
Transferts	1 956,0	2 002,6	4 950,0	2 018,2
Total	176 106,9	190 129,6	184 934,2	193 790,3

Charges par objets

(en milliers de dollars)

	Réel Comparatif 2012	Réel Comparatif 2013	Budget Comparatif 2014	Budget 2015
Rémunération et cotisations de l'employeur	41 786,2	43 837,8	45 026,9	49 300,7
Transport et communication	2 411,0	2 762,5	1 980,0	2 489,5
Services professionnels	1 460,9	696,7	1 284,4	1 484,4
Services techniques et autres	8 097,5	7 228,8	7 852,2	7 988,2
Location, entretien et réparation	3 607,5	3 647,8	3 661,2	3 372,6
Biens non durables	747,4	709,6	936,5	1 023,2
Biens durables	180,7	191,1	120,7	120,7
Autres objets	73,1	13,1	-	-
Total	58 364,3	59 087,4	60 861,9	65 779,3

Note : Les données 2012, 2013 et 2014 ont été redressées pour tenir compte notamment des modifications de structure 2014 qui se reflètent en 2015, afin de les rendre, dans la mesure du possible, comparables à celles du budget de 2015. Elles sont présentées à titre indicatif.

Budget 2015 - Dépenses par catégories d'emplois

Charges par catégories d'emplois

(en milliers de dollars et en années-personnes)

	\$			
	Budget Comparatif 2012	Budget Comparatif 2013	Budget Comparatif 2014	Budget 2015
Rémunération et cotisations de l'employeur				
Cadres (Historique 2012-2013)	4 526,5	4 091,7		
Cadres de gestion et stagiaires			3 638,1	3 806,1
Cadres conseil	-	-	125,6	136,4
Sous-total — Cadres	4 526,5	4 091,7	3 763,7	3 942,5
Juges	8 613,7	8 634,0	9 344,3	9 286,8
Cols blancs	21 276,3	22 291,5	21 533,4	22 615,9
Professionnels	9 787,5	10 706,4	10 385,5	13 455,5
Réduction de 5 % de la rémunération globale	-	-	-	-
Total	44 204,0	45 723,6	45 026,9	49 300,7

Budget 2015 - Variations de l'effectif par catégories d'emplois

Charges par catégories d'emplois

(en milliers de dollars et en années-personnes)

	Années-personnes			
	Budget Comparatif 2012	Budget Comparatif 2013	Budget Comparatif 2014	Budget 2015
Rémunération et cotisations de l'employeur				
Cadres (Historique 2012-2013)	34,0	24,0		
Cadres de gestion et stagiaires			28,7	28,0
Cadres conseil	-	-	1,0	1,0
Sous-total — Cadres	34,0	24,0	29,7	29,0
Juges	32,0	32,0	32,0	31,0
Cols blancs	323,4	327,7	321,7	311,6
Professionnels	82,0	87,0	90,0	107,0
Réduction de 5 % de la rémunération globale	-	-	(21,8)	-
Total	471,4	470,7	451,6	478,6

Principaux écarts 2015 vs 2014

Principaux écarts - volet des charges

(en années-personnes et en milliers de dollars)

	a-p.	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Comparatif 2014	451,6	12 607,9	48 254,0	60 861,9
Indexation - Rémunération et cotisations de l'employeur		631,5	747,9	1 379,4
Révision du cadre financier du Service des affaires juridiques et intégration au budget de 6 postes financés en 2014 par le budget corporatif de la Ville	6,0	1 065,8	1 420,7	2 486,5
Crédits supplémentaires associés à la signature de la convention collective des juristes et inscription au budget de 14 postes de procureurs liés au projet pilote visant la consolidation de l'expertise interne à la Direction des poursuites pénales et criminelles	14,0	271,1	588,3	859,4
Crédits additionnels afférents à la gestion des constats supplémentaires qui seront émis par le Service des incendies de Montréal	5,0	-	842,0	842,0
Création d'un poste d'avocat dédié au statut de la métropole	1,0	163,1		163,1
Création d'un poste cadre à la Direction des services judiciaires	1,0	-	136,4	136,4
Plan quinquennal de main-d'œuvre (PQMO). L'abolition de ces postes s'ajoutait aux 18,9 abolis pour atteindre la réduction de 5 % prévue au budget 2014	(11,0)	(323,5)	(678,7)	(1 002,2)
Ajustement technique (8 postes reconnus dans les contraintes n'apparaissaient pas au budget)	8,0	-	-	-
Ajustement technique - autres	3,0	(274,3)	327,1	52,8
Variation totale	27,0	1 533,7	3 383,7	4 917,4
Budget 2015	478,6	14 141,6	51 637,7	65 779,3

Principaux écarts 2015 vs 2014

- Volet Charges
- Commentaires

Sommaire de la situation de la révision du cadre financier	Crédits
- Crédits reçus du budget corporatif en 2014 (par virement budgétaire)	3 837,3
- Crédits reçus du budget corporatif intégré au budget du Service des affaires juridiques en 2015	2 486,5
Total des économies budgétaires réalisées par la révision du cadre financier de Service des affaires juridiques	1 350,8

Principaux écarts 2015 vs 2014

Principaux écarts - volet des revenus

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Comparatif 2014	97 517,2	87 417,0	184 934,2
Révision des prévisions de revenus (amendes) découlant des constats émis par les agents de stationnement (ADS)	6 000,0		6 000,0
Augmentation du nombre de constats d'infraction émis par le Service des incendies de Montréal incluant les frais judiciaires afférents		4 572,0	4 572,0
Indexation du Tarif judiciaire selon IPC du Québec de septembre 2014		1 125,9	1 125,9
Augmentation des revenus provenant des gains sur les causes plaidées par la Direction des affaires civiles	90,0		90,0
Augmentation de la subvention pour le traitement des dossiers de violence conjugale		68,2	68,2
Subvention pour les dossiers en droit criminel non prévue		(3 000,0)	(3 000,0)
Variation totale	6 090,0	2 766,1	8 856,1
Budget 2015	103 607,2	90 183,1	193 790,3



FIN
DE LA
PRÉSENTATION

M E R C I !



775, rue Gosford
4^e étage
Montréal (Québec) H2Y 3B9

Me Benoit Dagenais
Directeur du Service des affaires juridiques
514-872-2919